

Elections Régionales 6 et 13 décembre

Des régions pour quoi faire ?

13 grandes régions avec leur Métropole, Paris -Lyon -Toulouse... Les directions élues seront chargées d'adapter toute la vie de chaque région à **un seul objectif : tout pour l'entreprise, tout par l'entreprise.** C'est le mot d'ordre des grands groupes capitalistes qui dirigent le pays, l'Europe, qui ont la haute main sur le personnel politique de l'Etat français, Président de la République compris.

En mai 2014, F. Hollande devant la presse spécialisée confirmait : « **Demain les grandes régions de taille européenne seront la seule collectivité compétente pour soutenir les entreprises. Elles auront en charge l'aménagement des grandes infrastructures. Pour remplir leur rôle elles disposent de moyens financiers propres et dynamiques. Elles porteront les politiques de formation et d'emploi, pour intervenir en matière de transports, des trains régionaux aux bus en passant par les routes, les aéroports et les ports. Elles gèreront les lycées et les collèges** ».

Le gouvernement et le MEDEF veulent accélérer.

Ils veulent réduire encore plus les droits acquis des salariés et du peuple dans tous les domaines pour abaisser encore plus le « coût du travail » pour multiplier les profits des multinationales françaises et Européennes, pour les placer

dans la « compétitivité » capitaliste mondiale.

Ils ont lancé l'offensive contre le code du travail qu'ils veulent abolir au profit d' « accords » d'entreprises avec le droit pour chacune d'elles de fixer les salaires, le temps de travail, le droit de régenter l'emploi, de licencier, de décider du montant des retraites et de l'âge de départ, du système de santé. C'est la disparition de toutes les garanties sociales nationales. C'est une attaque sans précédent contre les acquis sociaux, contre toutes les lois sociales qui protègent les droits des salariés.

Des régions « Européennes » : la décision vient de loin

Cette décision était déjà l'objectif affirmé au sommet de Lisbonne en 2002 par Chirac (RPR) et Jospin (socialiste) ensemble. C'était aussi l'objet du rapport de la « commission Balladur » remis à Sarkozy le 5 mars 2009. Hollande achève la mise en œuvre sous la direction des partis politiques au service du capital.

Avec ces régions le capital européen veut étendre son emprise

Les directions régionales auront donc d'immenses pouvoirs avec en ligne de mire l'objectif de la disparition des départements, le regroupement de plus en plus poussé des communes, avec la limitation des compétences des Etats nationaux au profit des régions. C'est l'éclatement de la nation qui est en route.

Ce que veulent les partis politiques

Socialistes, Républicains, Front National et d'autres, appliqueront servilement les directives des grands groupes capitalistes puisque tous ces partis sont entre les mains des forces capitalistes .

Les **Républicains** approuvent. **Sarkozy** déclare au journal « Les Echos » du 30 septembre « *Il faut refonder notre modèle social, il faut que les accords d'entreprises remplacent le code du travail- fini les 35heures - l'âge légal de la retraite doit être à 63 ans - le statut des fonctionnaires n'est plus adapté – il faut accélérer les privatisations et il faut supprimer l'impôt sur la fortune*».

Le **Front National** – dès 2011, sur BFM –TV le 31 octobre, (4 ans avant le MEDEF et Hollande et Sarkozy et les siens), Marine Le Pen déclarait : « *les 35 heures sont une erreur majeure* ». Elle proposait l'organisation de négociations de branche et d'entreprise pour revenir progressivement à 39h. en précisant que si « ce sont 39h. payées 39, beaucoup d'entreprises ne pourront pas payer cette charge supplémentaire ». En 2015 elle précisait au « Figaro Magazine » : « *Je suis la seule à défendre la libre entreprise dans notre pays...je veux un Etat en accord et en lien avec les chefs d'entreprises* ».

SOUSCRIPTION NATIONALE POUR LES ELECTIONS REGIONALES

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis. **Nous savons que nous pouvons compter sur vous.**

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Nom:

Prénom:

Adresse:

Ville:

Code postal:

Je verse la somme de

€

Chèques libellés à : Aline PORNET mandataire financier de Communistes
A envoyer à : Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc- 75014 PARIS